

Du même auteur

Des policiers dans la ville
La construction d'un ordre public à Paris (1854-1914)
Presses de la Sorbonne, 2012

QUENTIN DELUERMOZ

Le crépuscule des révolutions

1848-1871

Histoire de la France contemporaine

3

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

Ce livre est publié dans la collection
L'UNIVERS HISTORIQUE

DIRECTION SCIENTIFIQUE : Johann Chapoutot

ISBN 978-2-02-109444-2

© Éditions du Seuil, octobre 2012.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

1848-1871 : voilà un découpage qui paraîtra inattendue pour une histoire de France. Ses jalons s'appuient en général sur des changements plus francs de régime, ou ne relient pas en tout cas la révolution de février 1848 et le moment communard de 1871. En dépit des constats répétés des historiens, l'histoire du XIX^e siècle reste au fond marquée par un récit sous-jacent tendu vers la République, la Troisième du nom, et « fondatrice ». Aussi fait-on souvent se succéder la Révolution française et ses suites, les Trois Glorieuses de 1830, la Deuxième République puis la « plus longue des républiques ». Des travaux récents sont par ailleurs venus mettre le doute dans un certain nombre de perspectives. Certains historiens, soucieux d'une approche plus compréhensive, ont interrogé les limites d'une histoire « nationale » avant la stabilisation de l'État-nation dans les années 1880. D'autres, constatant la dispersion des regards et des études, se sont interrogés sur la possibilité même d'une synthèse, que ce soit pour le monde rural en 1848 ou plus largement pour les deux premiers tiers du XIX^e siècle français. Cette chronologie n'allait donc pas de soi.

La clé, pourtant, vient ici de cette périodisation, centrée sur les deux dernières révolutions du siècle. Outre l'intérêt d'inscrire l'« année terrible » de 1870-1871 dans le récit national, les bornes retenues pour le présent volume invitent à souligner le rôle des révolutions ou des crises politiques, partant à mettre en valeur irrégularités et discontinuités. Chaque fois, en février 1848, en juin 1848, en mars 1871, le cycle des révolutions, hanté

du souvenir de 1789-1793, semble s'ouvrir. Des mots, des rituels, des pratiques, des espoirs, des craintes, des politiques généreuses ou oppressives sont réactualisés. Ils montrent l'importance des réitérations, des ruptures, des arrangements, et le rôle historique de ces temps forts qui semblent déplacer les perspectives du moment et rebattre les cartes des passés et des avenir.

Il n'y a pas pourtant pas répétition. De 1848, révolution fraternelle et européenne qui met à bas la monarchie de Juillet et plante le décor d'une République inédite, à 1871, proche dans ses références mais à la tonalité plus sociale, sans grands échos transnationaux et qui ne peut modifier le cours immédiat du pays, une mutation se profile, qui dépasse les seules circonstances. Elle correspond à la période du Second Empire, qui a fait l'objet d'abondantes recherches. Nous ne chercherons pas ici à « dénigrer » ou à « réhabiliter » ce régime complexe, parfois fascinant. Nous intéresse davantage la période dans laquelle il prend corps, ces années 1850-1860 que les historiens qualifient par des oxymores : archaïsme et modernité, ordre et mouvement... De fait, par petites touches, parfois contradictoires, parfois sans lien entre elles, une bascule semble s'opérer autour des années 1860, dont les effets ou les contradictions se révèlent dans les années 1880. La Troisième République, on le sait, s'est installée dans un lit dont elle a largement hérité, même s'il lui restait à en parachever le cadre.

Entre processus de longue durée et efficacité de l'événement, c'est donc l'histoire d'une phase de structuration politique du territoire français qui est proposée ici, une histoire de France rendue à ses contemporains. Elle impose de se déplacer du local au transnational, d'aborder les aspects sociaux, économiques, techniques, culturels, voire d'adopter une posture anthropologique. Elle fait de la France non le cadre, mais l'objet de son étude et nécessite de se montrer attentif à la pluralité des appréciations et à l'âpreté des conflits. Alors que leur horizon paraît désormais s'imposer à tous, la démocratie, l'État ou la science résonnent de mille significations, adoptent des formes diverses. Se profile ainsi un moment d'expérimentation original,

LE CRÉPUSCULE DES RÉVOLUTIONS

parfois douloureux, qui souligne la grande richesse du XIX^e siècle français. C'est du moins, nous l'espérons, tout l'intérêt de cette sorte d'«histoire des avant-dernières choses».

La République advenue (février-juin 1848)

LE «MOMENT 1848»

Du 23 au 26 février 1848, la France, contre toute attente, renouait avec la pratique des révolutions. Le berceau de la révolution retrouvait la mémoire de 1789, 1792-1793 ou 1830, voyait s'affirmer pour la deuxième fois de son histoire un régime républicain, aux contours originaux. Il faisait surtout l'expérience d'un vaste déplacement du rapport au politique. Quelle est son ampleur ? La question se pose d'autant plus que la révolution participait d'un bouleversement plus vaste, le « printemps 1848 », qui ébranla la donne géopolitique européenne. La France y joua un rôle particulier, fut marquée par lui. Aussi convient-il, pour saisir cette importance, de percevoir d'abord la force instituante de l'événement et de ses extensions, puis ses difficiles définition et canalisation *a posteriori*. L'ébranlement débute à Paris, qui conforte une fois encore son statut de siège des révolutions du XIX^e siècle.

Paris, 22-26 février

Le journal républicain *Le Siècle* présente ainsi la fin, assez étonnante à ses yeux, de la monarchie de Juillet. Le 23 février 1848 :

À l'émotion de la population parisienne, il a été facile de comprendre aujourd'hui quels terribles conflits se seraient élevés

si les députés de l'opposition et la commission du banquet du douzième arrondissement n'avaient pris la résolution de s'abstenir.

Le 25 février 1848 :

Le gouvernement établi par la révolution de Juillet avait trahi les droits de la nation [...] Le peuple de Paris, héroïque dans son élan, a été admirable de générosité, comme en 1830, après la victoire. Pas de violence, pas un désordre.

Le changement eut lieu en trois jours seulement. Le lecteur du *Siècle*, en suivant la succession des récits d'un jour à l'autre, pouvait percevoir la surprise provoquée par la rapidité du changement de situation. Les entrefilets laissaient deviner la résurgence enthousiaste de la mémoire de Juillet et l'expression d'un lyrisme retrouvé le 24, avant que n'arrivent les premières inquiétudes face au gouffre qui semblait s'être ouvert le 25. Que s'était-il passé? Pas plus que le journaliste, l'historien n'a accès à une « vérité » de l'événement. Appuyé sur le travail de ses prédécesseurs et sur le croisement de sources, il peut dégager lambeaux de faits et interprétations du temps. Le 14 janvier, le banquet du 12^e arrondissement qui devait clore la vaste campagne en faveur de l'élargissement du droit de vote était interdit par le président du Conseil François Guizot. Les organisateurs ayant décidé de le maintenir, l'interdiction fut renouvelée le 21 février.

Peut-être faut-il d'un mot rappeler ce que fut la monarchie de Juillet. Né dans la révolution des Trois Glorieuses de 1830, soucieux de croiser expression de la souveraineté nationale représentée par les chambres et garantie de stabilité en la personne du roi, le régime apparaissait à beaucoup comme la solution à la brèche ouverte par la Révolution française. Il s'appuyait sur une lecture libérale des institutions, inspirée de l'exemple anglais. Le droit de vote était soumis à un cens, supposé garantir une certaine conception de ses responsabilités citoyennes, le reste de la population étant censément pris en compte par l'attention portée à l'opinion publique et la

transparence de l'action de l'État. Les années 1840 virent un double phénomène : d'un côté, le régime se durcit après des tentatives d'insurrection ; de l'autre, débutèrent des « années décisives » (David Pinkney) ; caractérisées par les frémissements de l'urbanisation, l'accroissement de certaines villes, l'émergence d'une plus grande industrie, notamment dans le textile, et enfin un bouillonnement religieux et intellectuel. Encore reste-t-il limité : le monde rural, très majoritaire, représente 75 % de la population et se caractérise par une grande diversité d'occupations et de statuts ; si les ouvriers de la grande industrie gagnent en visibilité, l'essentiel des populations « laborieuses » reste composé d'ouvriers ruraux, de petits métiers ou d'ouvriers qualifiés et souvent alphabétisés. Enfin, face à l'affirmation d'une bourgeoisie industrielle se prolonge le pouvoir social et politique des propriétaires terriens, quoique les deux se mêlent au sein du monde des « notables ». Dans ce cadre dressé à grands traits, le combat politique se focalise sur l'accroissement de la population électorale censée assurer une plus grande participation politique et une plus juste représentation de pans entiers de la société. C'était la visée de la campagne des banquets, et c'est cette lutte que le pouvoir entendait interrompre par son interdiction.

Le lendemain, 22 février, une foule se rassembla vers la place de la Concorde, à proximité de l'endroit où devait se tenir le banquet. De premières échauffourées eurent lieu avec la troupe, signe, selon le journaliste du *Siècle*, de « l'émotion de la population parisienne ». Le jour suivant, la masse de la population se déploya dans les faubourgs, s'amassa dans les quartiers du centre. La Garde nationale, bourgeoise, fut envoyée après les premiers coups de feu. Mais elle s'interrompit, rejoignit la foule et cria : « Guizot démission ! À bas la réforme ! » Avec le retournement de l'une des principales forces de l'ordre de la capitale, la menace devenait sérieuse. Conscient du risque, Louis-Philippe fit un geste : il accepta la démission de Guizot et demanda au comte Molé, un de ses fidèles, de constituer un ministère. C'était là une victoire du camp réformiste. La nouvelle provoqua une explosion de joie dans les rues de Paris et l'après-midi, une partie de la foule se rendit au ministère

des Finances, boulevard des Capucines, pour réclamer des « lampions » sous les fenêtres de Guizot. À ce moment, il n'était pas encore question de destituer le roi.

Frappa alors l'imprévu. Daniel Stern, pseudonyme de la républicaine Marie d'Argoult, a livré en 1850 un récit détaillé des événements. Elle décrit les colonnes ouvrières « viriles » descendues du faubourg Saint-Antoine – d'autres, plus conservateurs, parlent d'insurgés vociférant des menaces. Une échauffourée a lieu devant le poste de garde du ministère des Affaires étrangères. Un coup de feu part, puis une détonation. « Quand le nuage de fumée [...] se dissipe, il découvre un horrible spectacle. Une centaine d'hommes gisent sur le pavé. » Chiffre sans doute exagéré, mais il y eut des morts, plusieurs dizaines peut-être. Appuyé sur le récit de l'écrivain Maxime Du Camp, alors garde national, l'historien Maurice Agulhon penche pour la thèse de l'accident. Qu'importe : la foule s'empara des cadavres. Certains furent hissés sur un chariot et emmenés dans les quartiers ouvriers de l'est et du nord. C'est la célèbre « promenade des cadavres ». Présence immédiate et sensible de l'atteinte faite par le pouvoir au corps du peuple, elle sembla aviver le sentiment d'injustice, réactiver les souvenirs déjà palpitants de 1830.

Le soir du 23, spontanément, des barricades se constituèrent dans tout l'est parisien. Nés au temps de la Ligue (1588), réactualisés en 1648, 1789, 1795, et surtout 1830, ces barrages hautement symboliques de la lutte révolutionnaire indiquaient que le mouvement changeait de nature : d'émeute, il devenait insurrection. Les combats contre la troupe eurent lieu à la Concorde, dans le centre, sur les barrières. Les militaires étaient dirigés par le maréchal Bugeaud, célèbre pour le massacre des habitants d'un immeuble rue Transnonain (1834) – une erreur du roi qui venait pourtant de nommer le chef de l'opposition dynastique Odilon Barrot au gouvernement. Les heurts furent sanglants, mais la troupe indécise, et le rapport de force bascula en faveur des insurgés.

Le roi et ses ministres ne purent que constater l'absence de recours. Il est même étonnant d'observer à quel point le pouvoir

semble s'être évanoui d'un coup. Louis-Philippe tâcha de préserver le principe dynastique : il abdiqua le 24 février en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, 9 ans, placé sous la régence de sa mère, la duchesse d'Orléans, jusqu'à sa majorité. Celle-ci se rendit à la Chambre des députés pour faire valider le nouveau pouvoir. Cette option était pourtant devenue impossible.

Le palais des Tuileries, lieu de résidence de la famille royale, était en effet à ce moment envahi et mis à sac par la foule. Celle-ci attaquait les insignes du pouvoir, brisait les glaces et les ors, sur fond de cris de joie, de hurlements ou de scènes de carnaval : on mimait les subtilités de l'étiquette de cour tandis que des femmes étaient, semble-t-il, déguisées en déesses de la Liberté. Pillages, sauvagerie, veulerie d'un peuple ivre de fureur et de boisson, dirent les uns ; maturité, grandeur, conscience républicaine du peuple, dirent les autres, qui insistèrent sur l'autocontrôle de la foule, le respect des propriétés et la limitation des dégâts. Des gestes étranges eurent lieu : les portraits du roi, du maréchal Soult et de Bugeaud furent détruits. Un crucifix, brandi par un jeune polytechnicien, fut emmené pour être béni à l'église Saint-Roch, suivi par une partie de la foule touchée par ce « Christ des barricades » (Franck Bowman). Le trône du roi, porté de barricade en barricade, fut enfin symboliquement brûlé place de la Bastille.

Une autre partie de la foule pénétrait dans la Chambre au moment même où le député orléaniste André Dupin présentait la régente et le comte de Paris. Cris et oppositions fusèrent dans une séance explosive. La régente fut emmenée discrètement avec son fils hors de la salle. La famille s'exila pour Londres, sous le nom de Smith, peu de temps après. Mais le 24 février, dans l'après-midi, à Paris, la monarchie de Juillet était morte, la vacance du pouvoir manifeste.

Comment comprendre la rapidité d'une telle chute ? On a maintes fois évoqué les causes de la troisième révolution des XVIII^e-XIX^e siècles. Sur un plan politique, le refus d'élargir le suffrage a joué un rôle évident. S'ajoutait une crise de confiance plus générale, accentuée par la sévérité accrue du régime et par divers scandales financiers dans les années 1840. La crise

économique et sociale fut tout aussi déterminante. On connaît la complexité de cette « crise intermédiaire » qui mêlait ancienne « crise de subsistance » et nouvelle crise industrielle et financière (Ernest Labrousse) : elle commença par les mauvaises récoltes de 1845, puis par la sécheresse du printemps et de l'été suivants. Poussés par la spéculation sur les blés, les prix flambèrent et entraînaient des troubles de subsistances. S'ensuivit un recul de la demande des industries de biens de consommation en 1847. À cela s'ajouta un autre processus, provoqué par le surinvestissement et la mobilisation d'importants capitaux pour l'expansion du chemin de fer, entraînant l'arrêt des travaux. Grevées par de moindres rentrées fiscales comme par la nécessité de financer l'assistance, les finances publiques furent touchées à leur tour. La bonne récolte de 1847 ramena le prix du pain à son niveau de départ et la reprise s'amorça au début de l'année 1848. Mais les effets sociaux perduraient : l'endettement frappait les couches populaires urbaines et rurales. La colère gronda et porta contre les possédants et ceux – ce sont les mêmes – qui représentaient le pays. S'ajoute à l'ensemble le mouvement des regards et des idées. Le romantisme, entendu non comme courant littéraire mais comme esprit du temps, contribuait alors à modifier et à diffuser au sein d'ensembles sociaux élargis des conceptions nouvelles de l'individu, de la communauté ou du sens de l'histoire. Les républicains proprement dits, eux, étaient minoritaires dans les années 1840. Ils s'organisaient autour d'une mémoire, la Révolution, 1792, quelquefois 1793, dont l'ombre continuait de planer sur l'interprétation politique du pays. Ils se regroupaient autour de quelques députés à la chambre (l'avocat Alexandre Ledru-Rollin ou l'astronome François Arago), de journaux (*Le National*, plus modéré, et *La Réforme*, plus démocratique) ou de sociétés secrètes. Vibrant enfin la vaste entreprise de réflexion socialiste, aux colorations variées, que menaient Saint-Simon, Charles Fourier, puis Pierre Leroux, Louis Blanc, Étienne Cabet, le révolutionnaire Auguste Blanqui, ou les catholiques Lamennais et Buchez. Trop vite réunis sous le vocable d'« utopiques » (ils entendaient mettre en œuvre une « science sociale »), ils produisaient des espaces

intellectuels explorant d'autres voies possibles, ou cherchaient à améliorer le sort des plus pauvres en modifiant les termes de l'échange et de la propriété. Ces idées ne concernaient pas les seules élites éclairées, comme George Sand : elles touchaient aussi les plus engagés des ouvriers qualifiés ou des artisans, ce dont témoignait la circulation en leur sein d'expressions telles que « féodalité industrielle » ou « exploitation de l'homme par l'homme ». Ces derniers développaient en effet leur propre « parole » par le biais de la poésie, des sociétés de secours mutuels ou de journaux comme *L'Atelier* ou *La Fraternité*. Tous ces éléments se croisaient, s'entretenaient, dessinaient une tension, mais ne faisaient pas une révolution. Il manquait un déclencheur.

Est-ce la fusillade des Capucines ? L'événement, qui ressemble à cette part de hasard qui fait basculer le cours de l'histoire, a suscité d'abondants commentaires. Plus sûrement s'agit-il, dans ce contexte général, d'une succession d'interactions et d'interprétations tantôt contradictoires, tantôt convergentes, entraînant de la part des autorités comme de la population des choix et des actions plus ou moins ajustés, qui finirent par produire de l'événement, c'est-à-dire du nouveau, de l'inédit. Car la révolution de 1848, c'est l'élément essentiel, fut une surprise. Si certains commentateurs présentaient la crise sociale, nul ne pensait qu'elle prendrait une telle tournure politique. « L'événement me tomba sur la tête, absolument comme la foudre », note l'orléaniste Albert de Broglie, conforté à l'autre bout du spectre politique par Étienne Cabet qui se souvient que « la révolution est arrivée comme une bombe ou un éclair ».

Qui faisait cette révolution ? Elle a été, dans le langage du temps, le fruit de l'union des « bourgeois » et des « ouvriers » : jeunesse des écoles, aux avant-postes depuis 1830, avocats, employés, boutiquiers, petits commerçants, ouvriers enfin, ouvriers qualifiés, politisés ou non, petits métiers de Paris, journaliers. Encore ce rappel doit-il se compléter de deux constats. On ne doit pas se focaliser uniquement sur les catégories sociales, à la pertinence souvent délicate pour le premier XIX^e siècle (que l'on songe à la seule difficulté de définir le mot « peuple »).

Les parcours personnels ou les sociabilités locales jouèrent un rôle tout aussi essentiel : on vint, avec femmes et enfants, défendre son quartier, exprimer une certaine conception de la souveraineté ou de sa dignité, ces aspects étant indissociables. La révolution, par ailleurs, avait une nouvelle fois lieu à Paris. Siège du pouvoir, la capitale était aussi le siège des révolutions et insurrections de 1789 à 1830, un fait qui pouvait se rappeler à l'esprit de chacun et qui pouvait faciliter le passage, dans la tête des acteurs de la rue ou des tenants du pouvoir, d'une foule hétéroclite et incertaine à une action du « peuple », détenteur de la souveraineté politique. Son affirmation contre les forces de l'ordre en place était délicate. Elle s'opérait dans la dynamique de son succès, imposant sa légitimité au fur et à mesure des événements. Une fois acquise, elle devenait un acte du peuple souverain de la capitale, capable de saper la légitimité acquise en 1830. C'était ce qui avait mis à bas le régime précédent.

Pour l'instant, tout restait incertain, et le pouvoir semblait s'être dilué. Pour cristalliser l'issue, une liste de noms de députés de l'opposition circula dans la Chambre des députés. Pressentis peu auparavant au siège du *National* et de *La Réforme*, les noms de Lamartine, Arago, Crémieux, Dupont de l'Eure furent évoqués dans l'arène. Le phénomène a son importance, car dans ces situations plastiques que sont les crises politiques, les anciennes institutions restent des espaces, certes émoussés, d'autorité et de référence. La Révolution et le souvenir de 1830 imposaient cependant une autre scénographie. C'est à l'Hôtel de Ville, vers lequel de nombreux députés s'étaient déjà rendus, qu'allait se jouer la décision. Commence une scène désordonnée, au cours de laquelle les listes de noms se multiplièrent. Fruit des tractations opérées dans la confusion sur le perron du bâtiment municipal, 11 membres furent finalement désignés pour tenir un gouvernement de transition, justement appelé « gouvernement provisoire ».

Ce nouveau gouvernement, censé combler le vide de la monarchie de Juillet, frappe par son caractère hétéroclite. Les hommes désormais au pouvoir étaient des avocats, des journalistes, des banquiers, un poète (Lamartine), un savant (Arago), un

ouvrier (Albert). Tous se disaient républicains. Mais il y avait là des députés plutôt proches du *National* : Marie, Crémieux, Garnier-Pagès, Goudchaux et le directeur du journal Marrast. D'autres étaient liés à *La Réforme*, comme le député républicain Ledru-Rollin et le directeur Flocon. Lamartine, le grand poète romantique, l'aristocrate traditionaliste sensible à la cause du peuple et au vent de l'histoire, était à part, tout comme François Arago, également modéré. À côté, soutenus par les plus « avancés » et imposés par la population, s'ajoutaient l'ouvrier Albert et le théoricien socialiste Louis Blanc. Tous furent plus ou moins acclamés, l'acte valant sanction populaire. Lamartine, Crémieux, Ledru-Rollin devinrent ministre des Affaires étrangères, de la Justice, de l'Intérieur. Marie fut aux Travaux publics, Arago à la Marine, Garnier-Pagès, maire puis ministre des Finances. Certains ministres, comme Bethmont au Commerce ou Carnot à l'Instruction publique et aux Cultes, n'appartenaient pas au gouvernement provisoire, tandis que les derniers membres de celui-ci n'étaient pas ministres. L'hétérogénéité se voulait expression de la diversité des acteurs, mais d'évidents rapports de force s'exprimaient déjà. Installé à l'Hôtel de Ville, le gouvernement demeurait de plus sous la surveillance constante d'une population bigarrée, qui pénétrait dans les bâtiments, multipliait les pétitions, revenait sur la place de Grève. Le lieu du pouvoir restait encore pluriel.

Dans ce contexte, le gouvernement prit des décisions d'ampleur qui témoignent de l'enthousiasme du moment. Le 24 au soir, la République était annoncée à l'Hôtel de Ville : « Le gouvernement provisoire veut la République, sauf ratification par le peuple qui sera immédiatement consulté. » Tous s'entendaient sur cette forme politique, pourtant longtemps considérée impossible. Mais la formule trahissait déjà les discussions entre ceux, tels Louis Blanc ou Albert, qui voulaient sa proclamation immédiate et les autres, tels Lamartine ou Crémieux, qui estimaient nécessaire une sanction électorale à l'échelle du pays. Des décisions économiques furent prises, tout aussi ambitieuses, tout aussi discutées : répondant à la pétition d'une délégation ouvrière étaient proclamés, le 25 février, le droit au

travail et le droit d'association, prélude à une réorganisation des rapports économiques. La mesure s'accompagna de la création des ateliers nationaux, destinés à fournir du travail aux ouvriers au chômage. Pour restaurer l'ordre, la Garde nationale fut réorganisée et ouverte à tous : le peuple devait prendre lui-même en charge sa sécurité. Une garde mobile composée d'un peu moins de 20 000 hommes, ouverte aux plus de 16 ans, fut également constituée. Certains y voyaient un rempart contre le désordre, d'autres une expérience sociale pour la jeunesse en difficulté. Le même jour, 26 février, fut abolie la peine de mort en matière politique, à l'unanimité cette fois. Il s'agissait de se démarquer des excès de la Terreur de 1793 et de rassurer les plus indécis, mais elle exprimait aussi la volonté d'instaurer une nouvelle ère : perlait cette sensibilité qui fut appelée l'« esprit de 1848 » et qui explique alors le dépassement de bien des clivages. Un monde nouveau semblait s'être ouvert.

La révolution de février s'était effectivement faite dans une atmosphère particulière. Elle baignait dans un sentiment de fraternité et un messianisme humaniste, décrits ensuite comme « illusion lyrique », mais qui furent bien la pleine tonalité de ce moment. Paris avait changé de physionomie. Dans la rue, on se nommait « citoyen », quel que fût le statut ou le métier, on signait « Salut et Fraternité » les lettres, et les symboles révolutionnaires réapparurent : drapeau rouge, bonnet phrygien... Paris semblait rejouer la Révolution française. Rejouer, non répéter : les journées de février s'accompagnaient d'un discours récurrent sur l'absence de violence. Cela n'était pas tout à fait exact, mais à la fin du mois, l'événement révolutionnaire semblait d'abord se définir par les mots d'humanité et de fraternité... Février 1848, était-il répété, ne rouvrait le cycle des révolutions que pour mieux le réussir, puis le fermer, cette fois définitivement : n'était-on pas débarrassé des « excès » de 1793 et n'apportait-on pas ce qui, rétrospectivement, avait manqué en 1830 : la souveraineté populaire, la République, le suffrage universel ?

Symboles de cette ambiance, les arbres de la liberté se multiplièrent. Inspiré d'une ancienne tradition paysanne adaptée

ensuite à l'esprit de 1789, l'arbre manifestait symboliquement la puissance à venir : les racines plantées dans la terre du peuple, la liberté était censée s'élever et se fortifier vers le ciel. Des dizaines furent plantés, parfois spontanément, parfois au cours de cérémonies officielle où ils furent bénis par l'Église. Cette dimension sacrée et religieuse imprégnait pleinement le moment. Si certains ouvriers « avancés » étaient opposés à tout ce que représentait l'Église depuis la vague anticléricale de 1830, beaucoup, l'épisode du Christ des barricades le rappelle, vivaient une religiosité populaire, peut-être spécifique, mais sincère, encouragée parfois par les socialistes du temps dont certains voyaient dans le Christ une figure de « prolétaire ». L'Église pouvait être gênée par de telles interprétations et sa participation aux manifestations être toute stratégique. Mais cette perception pouvait également être partagée, permettant aux représentants du culte de communier avec le peuple dans la reconnaissance de la juste Providence divine. L'espace public fut également saisi d'une « prise de parole ». Les clubs, que l'on avait un peu oubliés – Maxime Du Camp note qu'on ne savait plus comment les prononcer, « cloub » ou « clioub »¹ –, firent leur retour. Dotés de noms plus évocateurs les uns que les autres, ils furent des arènes où « bourgeois » et « hommes du peuple » débattaient dans le langage enflammé du moment pour dénoncer la cupidité des « gros », demander une nouvelle organisation de la société et porter les grands idéaux que l'on espérait désormais concrets (« Liberté, Égalité, Fraternité »). Avec la liberté de la presse retrouvée, l'imprimé connut une extraordinaire diffusion : près de 300 journaux se créèrent entre février et mars 1848, sans compter l'intense production des placards, lithographies et autres feuilles volantes. Certains hommes de plume et journalistes, marqués par le romantisme ou par l'idée d'une capacité particulière de la littérature à décrire la réalité sociale, purent alors croire en l'union des élites éclairées et des masses, de la pensée et de l'action. Ce fut le cas d'Alexandre

1. Maxime Du Camp, *Souvenirs de l'année 1848. La révolution de février, le 15 mai, l'insurrection de juin*, Paris, Hachette, 1876, p. 123.

Dumas, d'Eugène Sue ou de George Sand, qui mit sa plume au service du nouveau régime en collaborant au *Bulletin de la République*. Les artistes s'investirent aussi (le Salon fut ouvert à tous), et bien des intellectuels se pensaient en « prophètes ». L'éloquence, dans ces phases de transition du XIX^e siècle, était d'ailleurs une véritable arme politique. Le poète Lamartine fut le symbole vivant de ce pouvoir du verbe en 1848 : le 25 février, seul face à la foule, il avait convaincu celle-ci de renoncer au drapeau rouge pour conserver le drapeau tricolore.

Dans cette ambiance exceptionnelle, un mot rénové, un peu magique, semblait occuper toutes les lèvres : « république ». Comme l'a souligné Michelle Riot-Sarcey, le mot est loin de notre compréhension actuelle et résonne alors de mille significations : référence à l'Antiquité, aux modernes, à 1792 ou même 1793. Évoquant les guillotines et les « excès populaires », il avait été plus discret sous la monarchie de Juillet et pouvait encore faire peur aux conservateurs ou aux hommes d'ordre. Mais dans la communion de 1848, ce trait s'estompe. S'il pouvait encore entraîner une certaine méfiance, il portait aussi l'espoir d'un sort plus heureux ou une idée associant loi et générosité. Son sens pouvait être plus précis. Pour les plus libéraux, il désignait un mode de gouvernement où l'exécutif n'est pas tenu par un roi, où les pouvoirs sont séparés et la souveraineté nationale garantie par la représentation. La république y est porteuse de progrès social, mais son intervention reste limitée puisque le corps social doit être « respecté ». Pour d'autres au contraire, particulièrement chez les penseurs socialistes ou dans certains rangs ouvriers, la république est indissociable d'une transformation de la société. Forme politique et forme sociale ne peuvent être changées l'une sans l'autre : le pouvoir du peuple y est plus direct, la propriété et l'organisation du travail fondées sur des principes plus justes d'échange, aux échos particulièrement évidents en période de crise économique. C'est la république démocratique et sociale. Le hiatus entre les deux options est profond et la bataille des drapeaux n'en fut qu'un court épisode. Pour l'heure, tous, des plus méfiants aux plus volontaires, se retrouvaient dans quelques points communs : un

1789 «réussi», l'union des classes, la perspective d'un avenir prometteur. C'est d'ailleurs dans cette projection que réside, au-delà de ses contradictions, l'un des traits définitionnels du mot «république». Pour l'historien allemand Reinhart Koselleck, cela en fait le concept politique le mieux adapté à l'ordre des temps ouverts par 1789, et qui semble si positivement à l'œuvre en 1848. Cela explique aussi son succès.

Le gouvernement provisoire était pris dans cet environnement, même si des impératifs stratégiques agissaient également : l'essentiel, maintenant, était de préserver cet «élan de 48» dans le reste du territoire. En mars et en avril, le ministre de l'Intérieur Ledru-Rollin envoya des commissaires de la République pour rassurer, défendre et garantir le tout jeune régime dans le pays. Certains sont célèbres – le jeune Émile Ollivier (23 ans) à Marseille, Charles Delescluze à Lille –, d'autres moins – le maire d'Excideuil et ennemi de Bugeaud, Jean Chavoix, en Dordogne.

La révolution en province

La «province», comme on l'identifiait déjà, composée d'un tissu de villes plus ou moins importantes, mais surtout aux trois quarts rurale, suscitait interrogations et inquiétudes chez les acteurs parisiens. Elle n'était toutefois pas restée inerte à l'annonce des événements. Plus rapidement connus qu'en 1830, en maints endroits, grâce au télégraphe optique, ceux-ci avaient entraîné une onde de choc de vaste amplitude.

À Lyon, le mauvais temps avait gêné l'utilisation du télégraphe et la nouvelle fut reçue avec vingt-quatre heures de décalage. Mais les réactions ne tardèrent pas. Les républicains radicaux de la ville, le plus souvent des bourgeois (propriétaires, industriels), prirent la préfecture et la mairie. Le préfet facilita la transition du pouvoir : Lyon, ville considérée comme la plus républicaine du pays, possédait une force sociale et politique qui inquiétait les élites locales et qui était déjà en mouvement – les canuts.

Le Seuil s'engage pour la protection de l'environnement

Ce livre a été imprimé chez un imprimeur labellisé Imprim'Vert, marque créée en partenariat avec l'Agence de l'Eau, l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et l'UNIC (Union Nationale de l'Imprimerie et de la Communication).

La marque Imprim'Vert apporte trois garanties essentielles :

- la suppression totale de l'utilisation de produits toxiques ;
- la sécurisation des stockages de produits et de déchets dangereux ;
- la collecte et le traitement des produits dangereux.



RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2012. N° 100596 ()
– Imprimé en France –